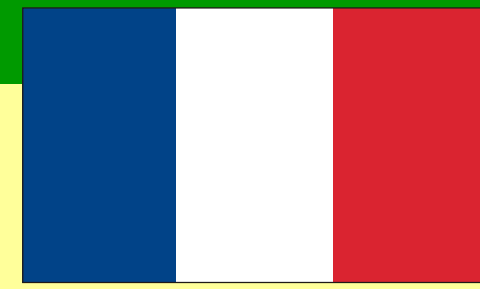


Évaluation économique du risque inondation Comparaison France – Pays-Bas



Jean-Roland BARTHÉLÉMY

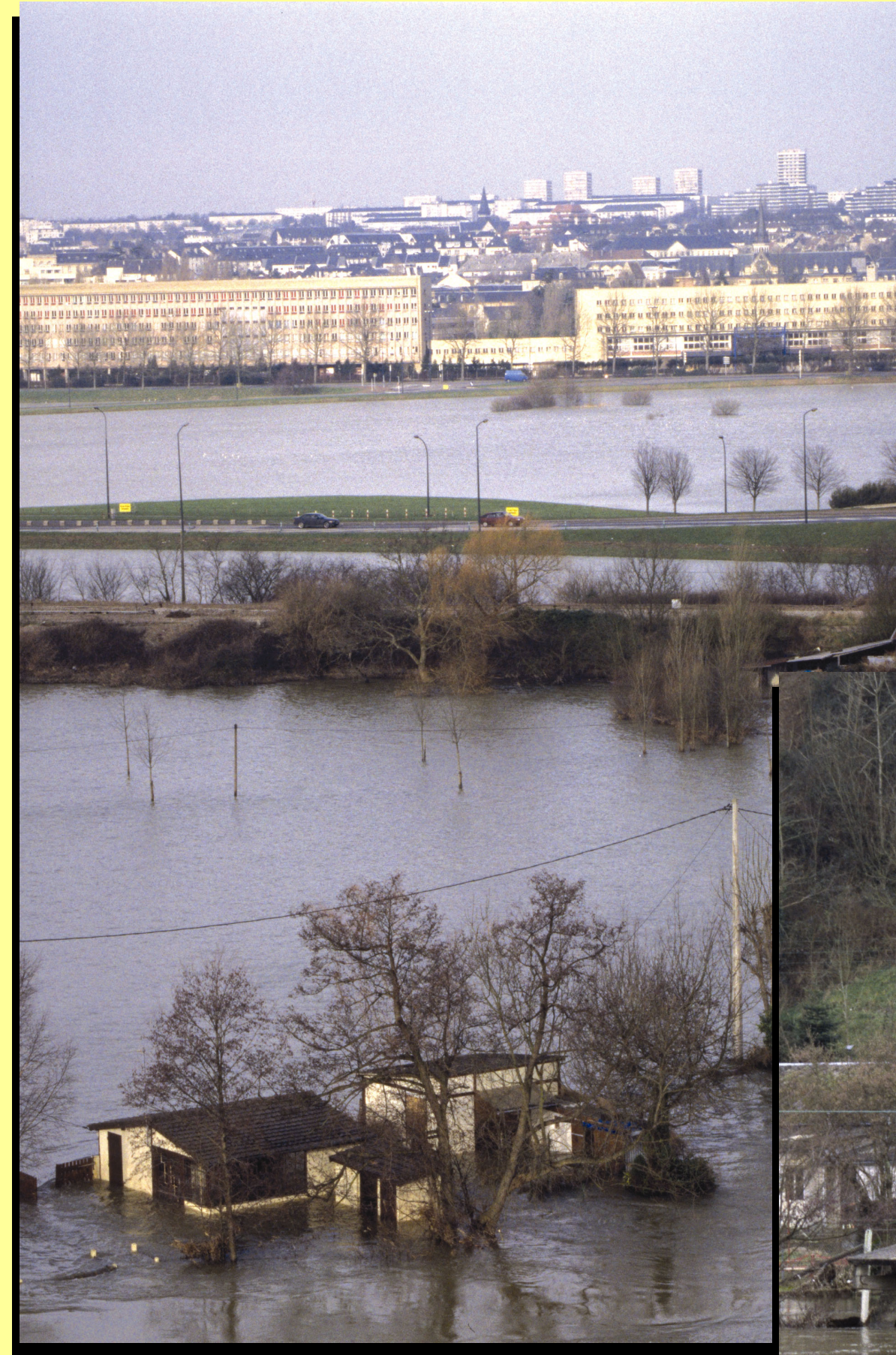


Fondation des villes

jrb.fdv@wanadoo.fr

37 rue Huguerie

33 000 Bordeaux – 05 56 44 72 06



J.M. Le Bars



J.M. Le Bars

OBJECTIFS

Mettre en évidence l'intérêt des outils de mesure des enjeux socio-économiques par la comparaison France-Pays-Bas, dans la prise de conscience du débat (ou du manque de débat) sur le risque acceptable.

MÉTHODOLOGIE

Comparer à partir de l'examen d'un certain nombre d'études socio-économiques sur les conséquences des crues et des entretiens avec les auteurs, l'analyse des apports des scénarios et des évaluations économiques au débat.

RÉSULTATS

- Intérêt des solutions alternatives pour aller plus loin, en évaluant d'un point de vue économique et social les propositions de gestion intégrée des eaux, utilisant et valorisant sur place les eaux de surface et de pluie.
- Porter une plus grande attention aux aspects sociaux indirects des solutions qui impliquent une disparition de sociétés, de relations et de mémoires locales, par exemple lors de la disparition de villages, de professions, de micro-civilisations locales.
- Perfectionnement de la recherche opérationnelle quant aux conditions d'apparition des événements, leurs conséquences à une échelle fine et l'adaptation à des contextes différents.

Perspectives

Développer les thèmes suivants, inspirés de l'approche néerlandaise, mais en tenant compte du contexte français :

- mise en place d'un débat autour du risque maximal acceptable, par exemple sous la forme d'un taux de retour par grandes zones du territoire ;
- connaissance et affichage systématique, à l'échelle des bassins, des points les plus probables d'inondation et ouverture d'études approfondies sur les solutions et les risques liés ;
- recherche sur l'intérêt des solutions alternatives, dont l'échelle plus locale paraît bien adaptée au contexte français actuel (maintenir l'eau où elle est, valoriser son utilisation, vivre avec l'eau, etc.) et sur les aspects socio-économiques de ces solutions.